

Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	20.04.2024
Thème	Sans restriction
Mot-clés	FMI
Acteurs	Sans restriction
Type de processus	Objet du conseil fédéral
Date	01.01.1965 - 01.01.2023

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Ammann, Amando
Burgos, Elie
Canetg, Fabio
Eperon, Lionel
Hirter, Hans
Huguenet, François
Käppeli, Anita
Pasquier, Emilia
Schnyder, Sébastien
Schär, Suzanne
Zumofen, Guillaume

Citations préféré

Ammann, Amando; Burgos, Elie; Canetg, Fabio; Eperon, Lionel; Hirter, Hans; Huguenet, François; Käppeli, Anita; Pasquier, Emilia; Schnyder, Sébastien; Schär, Suzanne; Zumofen, Guillaume 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: FMI, Objet du conseil fédéral, 1997 – 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 20.04.2024.

Sommaire

Chronique générale	1
Politique étrangère	1
Relations avec des organisations internationales	1
Politique du développement	4
Economie	5
Crédit et monnaie	5
Politique monétaire	5
Banque nationale	6
Institutions financières internationales	7

Abréviations

APK-SR	Aussenpolitische Kommission des Ständerates
NGO	Nichtregierungsorganisation
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
SNB	Schweizerische Nationalbank
APK-NR	Aussenpolitische Kommission des Nationalrates
IWF	Internationaler Währungsfonds
UNDP	United Nations Development Programme
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
UNFPA	Bevölkerungsfonds der Vereinten Nationen
BIZ	Bank für Internationalen Zahlungsausgleich
NKV	Neuen Kreditvereinbarungen
WHG	Bundesgesetz über die internationale Währungshilfe
RPC	Treuhandfonds

CPE-CE	Commission de politique extérieure du Conseil des Etats
ONG	Organisation non gouvernementale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
BNS	Banque nationale suisse
CPE-CN	Commission de politique extérieure du Conseil national
FMI	Fonds monétaire International
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
BRI	Banque des règlements internationaux
NAE	Nouveaux accords d'emprunt
LAMO	Loi fédérale sur l'aide monétaire internationale
RPC	Fonds fiduciaire

Chronique générale

Politique étrangère

Relations avec des organisations internationales

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 12.11.1997
LIONEL EPERON

Parallèlement, le Conseil fédéral a proposé au parlement de reconduire la participation de la Suisse aux **Accords généraux d'emprunt** (AGE) pour une durée de cinq ans à partir de la fin 1998. En cas d'approbation par les Chambres, ce nouvel engagement contraindra la Banque nationale à tenir à disposition du FMI une ligne de crédit de 1020 millions de droits de tirage spéciaux (environ 2067 millions de francs). Compte tenu du lien financier établi entre les AGE et les NAE, il est toutefois à souligner que les emprunts auxquels le FMI aura recours en vertu des AGE seront déduits des plafonds de crédit prévus par les Nouveaux accords d'emprunt (NAE). Ainsi, la ligne de crédit maximale garantie par la Confédération au titre des NAE ou des deux accords d'emprunt pris ensemble correspondra à 1557 millions de DTS, soit quelque 3154 millions de francs. A l'appui de sa requête, le Conseil fédéral a tenu à rappeler la signification des AGE en tant que filet de sécurité du système monétaire international. Il a par ailleurs ajouté qu'en participant aux AGE, la Suisse assure sa qualité de membre du Groupe des Dix ainsi que son statut au sein de groupes de travail importants dans d'autres institutions internationales telles que l'OCDE ou la BRI.¹

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 18.12.1997
LIONEL EPERON

En outre, le gouvernement a transmis aux Chambres un message concernant la participation de la Confédération au **nouveau Fonds fiduciaire** du FMI pour laquelle une contribution de CHF 90 millions au maximum a été requise. Poursuivant deux objectifs bien précis, cet instrument vise tout d'abord à prolonger la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR II) dont les ressources restantes seront épuisées vers la fin de l'an 2'000. Compte tenu du fait que le FMI disposera de fonds propres suffisants pour l'autofinancement de la FASR à partir de 2004/2005, ce nouveau fonds servira en fait à faire la soudure pendant la période où le financement de la Facilité d'ajustement structurel renforcée sera insuffisant. Deuxièmement, il devra aussi assurer la participation du FMI à l'Initiative HIPC (Heavily Indebted Poor Countries): Approuvée conjointement par le FMI et la Banque mondiale en 1996, cette action a pour but d'offrir une solution durable au problème de l'endettement des pays pauvres qui ont appliqué avec succès des programmes de stabilisation et de réforme. Première des deux Chambres à se prononcer sur cet objet, le Conseil national a décidé de satisfaire la requête du gouvernement, non sans avoir au préalable rejeté une proposition de non entrée en matière déposée par les députés Schlüer (udc, ZH), Moser (fp, AG) et Walter Schmied (udc, BE).²

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 17.08.1998
FRANÇOIS HUGUENET

Le Conseil des Etats s'est prononcé à l'unanimité, en tant que seconde chambre, en faveur de l'arrêté fédéral concernant la participation de la Suisse au **nouveau Fonds fiduciaire du FMI**. La contribution de la Confédération sera de 90 millions de francs suisses au maximum. Par ailleurs, le FMI a essuyé plusieurs critiques quant à son incapacité à avoir prévu la crise financière qui a secoué le continent asiatique et la Russie. En Suisse, la «Déclaration de Berne» – une ONG qui compte notamment parmi ses membres les deux conseillers fédéraux socialistes – a demandé au gouvernement de faire pression sur le FMI, afin de forcer celui-ci à entamer une profonde réforme de sa structure. Les plus de soixante ONG associées à la campagne internationale sur le FMI estiment que la Suisse a incarné jusqu'à présent la ligne dure de l'institution. Elles ont dénoncé en particulier le secret des documents qui sont produits dans l'institution et la main mise de la part des banquiers centraux et des ministres des Finances sur les programmes d'ajustements, sans que d'autres ministres, les parlements ou des ONG ne soient consultés.³

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 28.11.2007
ELIE BURGOS

Le Conseil fédéral a présenté son message concernant le renouvellement de la participation de la Suisse aux **Accords généraux d'emprunt** du Fonds monétaire international.⁴

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 27.05.2009
SÉBASTIEN SCHNYDER

En mai, le Conseil fédéral a présenté son message relatif à la contribution extraordinaire limitée dans le temps destinée à **augmenter les ressources du Fonds monétaire international** dans le cadre de l'aide monétaire internationale. Il a ainsi demandé l'approbation de l'ouverture d'une ligne de crédit de 12,5 milliards de francs limitée sur deux ans. Le Conseil fédéral a estimé que cette mesure contribuait de manière significative à la consolidation du système financier mondial et confortait le droit de la Suisse à une représentation adéquate au sein des organes centraux de l'architecture financière internationale. Le **Conseil des Etats** a adopté le projet à l'unanimité.⁵

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 27.05.2009
SÉBASTIEN SCHNYDER

Au mois de mai, les chambres ont adopté le projet du Conseil fédéral présenté en décembre 2008 concernant la prolongation jusqu'à décembre 2013 du **crédit cadre pour l'aide monétaire internationale**. Conformément à la loi sur l'aide monétaire (LAMO), le projet prévoit l'allocation de 2,5 milliards de francs pour l'octroi de prêts, la prise en charge d'engagement de garantie et la fourniture de contributions à fonds perdu. Plus particulièrement, il comprend la coopération de la Suisse au sein du FMI, la participation aux accords généraux d'emprunt et aux nouveaux accords d'emprunt entre d'importants pays créanciers et le FMI et la participation de la BNS à la coopération monétaire internationale. Le Conseil fédéral a estimé que, de part les liens entre sa place financière et l'étranger, la Suisse était tributaire de la stabilité du système financier et monétaire international. Cette aide permettait donc de participer à la stabilisation du système au niveau international et de mettre en place une action ciblée lors d'un déséquilibre ponctuel et régional. Au Conseil national, le projet a été adopté par 114 voix contre 47. Les opposants étaient exclusivement issus de l'UDC. Au Conseil des Etats, le projet a été adopté à l'unanimité.⁶

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 13.12.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le Conseil fédéral a présenté son message relatif à l'adhésion de la Suisse aux **nouveaux accords d'emprunts modifiés (NAE)** du FMI. Ces accords sont censés répondre aux besoins des Etats membres lorsque les moyens ordinaires ne suffisent pas dans un contexte de crise menaçant le système monétaire et financier international. Le montant de ces emprunts sont ainsi passés de 34 milliards de droits de tirages spéciaux (DTS : unité monétaire propre au FMI) à 367 milliards et les outils ont été modifiés afin d'en garantir une mobilisation assouplie et rapide en cas de nécessité. Le Conseil fédéral a donc demandé une augmentation faisant passer la participation maximale helvétique de 1,5 milliards de DTS à 10,9, soit à un total avoisinant les 18 milliards de francs. Malgré cette augmentation, la part helvétique diminuerait de 1,5 point et passerait de 4,5% à environ 3% de l'ensemble des NAE. Le gouvernement a néanmoins considéré que cette augmentation renforcerait l'image de la Suisse en tant que place financière d'importance. Il a demandé de traiter en urgence ce message ainsi que celui relatif à l'**augmentation des ressources du FMI**, adopté par le Conseil des Etats l'année précédente. Une motion d'ordre a donc été déposée en ce sens par le bureau du **Conseil national**, la voix du président ayant été prépondérante. La chambre du peuple a toutefois refusé de traiter ces messages avant l'année suivante. En effet, une alliance de circonstance entre l'UDC et la gauche a conduit à lier les crédits pour le FMI à l'aide au développement. La gauche souhaite augmenter l'aide à 0,5% du RNB de manière effective et demande de traiter ces deux thématiques simultanément. Quant à l'UDC, elle met en avant les risques potentiels de ces engagements, souhaite diminuer cette aide et exige des garanties auprès de l'UE concernant les accords bilatéraux. Au **Conseil des Etats**, une proposition de renvoi Maximilian Reimann (udc, AG) a été écartée par 30 voix contre 5 et le premier projet a été aisément adopté par 27 voix contre 3.⁷

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 13.12.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le Conseil fédéral a présenté son message concernant l'octroi d'une garantie à la BNS dans le cadre d'un prêt au **Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance** du FMI. Le projet consiste en l'ouverture d'un crédit d'engagement de 950 millions de francs afin de garantir un prêt visant les Etats à faible revenu du FMI. Au vote sur l'ensemble, le Conseil des Etats a adopté le projet à l'unanimité.⁸

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 01.03.2011
ANITA KÄPPELI

Der Nationalrat diskutierte im Berichtsjahr den **IWF-Sonderhilfebeschluss**, zu welchem der Ständerat 2009 seine Zustimmung erteilt hatte. Die bilaterale Kreditvereinbarung sah vor, dass die Schweiz USD 10 Mia. an der Mittelaufstockung des IWF trägt. Dieser Kredit wird im Ziehungsfall von der SNB gesprochen. Diese Kreditlinie sollte durch eine Bundesgarantie von maximal CHF 12.5 Mia. gesichert werden. Das Geschäft wurde sowohl von linker als auch von rechter Seite bekämpft. Während die SVP Nichteintreten forderte und sich an der potenziellen Unterstützung der Euroländer durch diese Gelder störte, versuchte die Grüne Fraktion die Zustimmung zu diesem Bundesbeschluss an die Erhöhung der Entwicklungshilfe zu knüpfen. Beide Seiten scheiterten mit ihren Vorhaben und in der Schlussabstimmung wurde das Geschäft trotz Opposition von SVP, Teilen der CVP und Teilen der Grünen Fraktion mit 93 zu 68 Stimmen gutgeheissen. Ebenfalls zur Debatte standen die beiden Geschäfte **Beitritt zu den geänderten Neuen Kreditvereinbarungen (NKV) des IWF** (10.079) und **Garantieverpflichtung für ein Darlehen an den IWF-Treuhandfonds** (10.080). Der Ständerat hatte diesen beiden Anliegen Ende Dezember 2010 zugestimmt. Ersteres forderte den Schweizer Beitritt zu den NKV, welche dem IWF Devisen zu Verfügung stellen könnte, wenn die Mittel des IWF aus dem regulären Budget für Massnahmen zur Krisenbekämpfung nicht ausreichen würden. Das zweite Geschäft betraf die Aufstockung des Schweizer Beitrages an den IWF-Treuhandfonds zur Armutsbekämpfung. Beide Anliegen wurden vom Nationalrat gutgeheissen.⁹

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 30.11.2011
ANITA KÄPPELI

Der Bundesrat veröffentlichte die **Botschaft zur Genehmigung der Quoten- und Gouvernanzreform des IWF**. Diese Reformbemühungen würden einerseits zu einer Verdoppelung der ordentlichen Ressourcen des IWF und andererseits durch die Anpassung der Quoten zu einer angemesseneren Repräsentation der Schwellenländer führen. Dadurch würde aber auch die Quote der Schweiz sinken, welche aber innerhalb ihrer Stimmrechtsgruppe das grösste Gewicht behalten würde.¹⁰

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 14.06.2012
EMILIA PASQUIER

Les chambres fédérales ont approuvé la **réforme des quotes-parts et de la gouvernance du FMI**. Cette réforme vise à augmenter les ressources ordinaires du FMI et à rééquilibrer la gouvernance selon le poids économique des pays.¹¹

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 17.11.2021
AMANDO AMMANN

Mitte November 2021 veröffentlichte der Bundesrat seine Botschaft über die Gewährung eines Verpflichtungskredits über CHF 10 Mrd. zur **Weiterführung der internationalen Währungshilfe** für einen Zeitraum von fünf Jahren bis 2028. Das Währungshilfegesetz (WHG) berechtigt den Bundesrat dazu, internationale Währungshilfe durch Darlehen, Garantieverpflichtungen und À-Fonds-perdu-Beiträge zu leisten. Das Parlament muss jedoch Verpflichtungskredite für Hilfeleistungen der Schweiz bei Störungen des internationalen Währungssystems bewilligen. Den ursprünglichen Währungshilfebeschluss hatte das Parlament laut Bundesrat im März 2013 bewilligt und 2017 im Rahmen der Revision des WHG bis April 2023 verlängert. Der Bundesrat wollte den Beschluss nun um weitere fünf Jahre bis 2028 verlängern, damit sich die Schweiz auch weiterhin nahtlos an Massnahmen zur Stabilisierung des globalen Finanzsystems beteiligen kann. Er begründete die Notwendigkeit des Kredits mit der wichtigen Rolle des IWF für die Stabilisierung des globalen Finanzsystems, die angesichts der Covid-19-Pandemie bestätigt worden sei. Die staatlichen Ausgabenpakete im Rahmen der Pandemiebekämpfung hätten weltweit zu einem Anstieg der öffentlichen Schulden geführt. Gemeinsam mit neuen Systemrisiken aus dem Gesundheits- und Umweltbereich sei das Grund zur Annahme, dass auch in Zukunft hinreichende Ressourcen zur Überbrückung von Liquiditäts- und Reserveengpässen im Finanzsystem nötig sein dürften. «Als offene und dynamische Volkswirtschaft mit eigener Währung und einem global bedeutenden Finanzplatz» liege es auch im Interesse der Schweiz, Teil dieses globalen Sicherheitsnetzes zu sein. Zusätzlich bewilligte der Bundesrat Beiträge an den IWF für die Zinsverbilligung des Treuhandfonds für ärmere Länder (CHF 50 Mio.) sowie für die Entschuldung des Sudans (CHF 7.5 Mio.).¹²

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 16.03.2022
AMANDO AMMANN

In der Frühjahrsessions 2022 stimmte der **Ständerat der Weiterführung des Währungshilfebeschlusses** einstimmig zu und nahm den Verpflichtungskredit über CHF 10 Mrd. an. APK-SR-Sprecher Bischof (mitte, SO) informierte den Rat, dass sich der Beschluss nur auf bilaterale Kredite beziehe und nicht auf die gesamte Schweizer Beteiligung im IWF. Finanzminister Maurer verwies auf den Krieg in der Ukraine und den gesprochenen Notkredit von 1.4 Mrd. Dollar, der es dem Land ermögliche, seinen finanziellen Verpflichtungen auch in der jetzigen Ausnahmesituation nachzukommen. Er betonte auch nachdrücklich, dass die bisher von der Schweiz gewährten Kredite immer zurückbezahlt worden seien, was die Funktionsfähigkeit des Systems unterstreiche.¹³

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 08.06.2022
AMANDO AMMANN

In der Sommersession 2022 beriet der **Nationalrat als Zweitrat über die Weiterführung der internationalen Währungshilfe**. Die APK-NR hatte diese ihrem Rat im Vorfeld der Session einstimmig zur Annahme beantragt. Kommissionssprecherin Christine Bulliard-Marbach (mitte, FR) erklärte ihren Ratskolleginnen und -kollegen, dass die vorliegende Botschaft einen Verpflichtungskredit über CHF 10 Mrd. beinhalte, der vom Bund eingesetzt werden könne, um im Falle von Störungen des internationalen Währungssystems einzugreifen und Hilfe zu leisten. Diese Hilfeleistungen in Form von Darlehen, Garantien und A-fonds-perdu-Beiträgen können entweder über den IWF oder direkt den betroffenen Staaten ausgezahlt werden. Der neue Verpflichtungskredit gelte ab Mitte April 2023 während fünf Jahren bis 2028. Bulliard-Marbach erklärte, dass die Risiken für Zahlungsausfälle beim IWF trotz der global gestiegenen Staatsverschuldung und der neuen Krisenherde durch die Covid-19-Pandemie und in der Ukraine sehr gering seien. Hingegen sprächen zwei Hauptgründe für die Fortsetzung der bewährten Praxis: Erstens sei ein stabiles Finanzsystem im Interesse der Schweiz, da Währungskrisen nicht nur den Finanzplatz, sondern auch die Exportwirtschaft schädigen würden. Zweitens stärke die Partizipation an der internationalen Währungshilfe die Schweizer Position innerhalb des IWF und in anderen internationalen Gremien.

Ihr Kommissionskollege Nicolas Walder (gp, GE) ergänzte, dass der Verpflichtungskredit Teil der «dritten Säule» des IWF sei und damit eine freiwillige Ergänzung der ersten beiden Säulen, die sich aus ordentlichen Beiträgen und Kreditvereinbarungen zusammensetzten. Die dritte Säule bestehe aus bilateralen Krediten, die nur als Notreserven im Falle grosser Krisen dienen.

Finanzminister Maurer machte deutlich, dass es sich nicht um ein neues Geschäft im eigentlichen Sinne handle, sondern bloss um eine Erneuerung des seit längerem bestehenden Währungshilfebeschlusses, welcher 2023 auslaufe.

Der Nationalrat beschloss ohne Gegenantrag auf das Geschäft einzutreten und nahm die Ausgabe im Rahmen der Ausgabenbremse mit 172 zu 6 Stimmen (bei 2 Enthaltungen) an. In der Gesamtabstimmung nahm der Rat den Entwurf mit 161 zu 17 Stimmen (bei 1 Enthaltung) ebenfalls deutlich an. Die Gegenstimmen stammten von Mitgliedern der SVP-Fraktion.¹⁴

Politique du développement

Plutôt qu'un arrosage global, la politique de double concentration géographique et thématique de la **coopération bilatérale** devrait être poursuivie. Actuellement, la Suisse soutient directement le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Tchad, le Mozambique, la Tanzanie, la Bolivie, l'Equateur, le Pérou, le Nicaragua (et des régions d'Amérique centrale), le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Pakistan, le Bhoutan, le Vietnam et la région du Mékong. Elle dispose également de programmes spéciaux avec l'Afrique du Sud, le Rwanda et la Palestine. Les domaines dans lesquels la Confédération continuera notamment à être active sont l'agriculture, l'eau, la santé et les questions démographiques. Concernant la protection de l'environnement, le crédit spécial de 300 millions pour des projets d'importance mondiale que le parlement avait accordé à l'occasion du 700ème anniversaire de la Confédération a été épuisé. Le financement de ce programme sera désormais intégré dans la nouvelle ligne de crédit 1999–2002. Selon le message du Conseil fédéral, la Suisse devra être plus sélective et exigeante dans la répartition des moyens futurs affectés à la **coopération multilatérale**, ceci en raison de «l'évolution incertaine des disponibilités financières». Au sein du système onusien, elle focalisera ses efforts sur le PNUD, l'UNICEF et le FNUAP. Concernant les institutions de Bretton Woods, elle continuera à soutenir de façon active la Banque mondiale ainsi que le FMI et s'engagera pour l'harmonisation des politiques d'information et d'environnement entre l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et la Société

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 07.12.1998
FRANÇOIS HUGUENET

financière internationale (SFI). S'agissant des banques régionales de développement, la Suisse concentrera dorénavant son attention sur la Banque africaine.¹⁵

Economie

Crédit et monnaie

Politique monétaire

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 20.11.2002
HANS HIRTER

Der Bundesrat beantragte dem Parlament die Verlängerung der Teilnahme an den **Allgemeinen Kreditvereinbarungen des Internationalen Währungsfonds** von Ende 2003 bis Ende 2008 mit einer Darlehenszusage von rund 2 Mia Fr. Dieses Sicherheitsdispositiv für schwere Währungskrisen ist 1998 zum letzten Mal beansprucht worden. Zusammen mit diesem Beschluss schlug die Regierung vor, dass in Zukunft sie und nicht mehr das Parlament für derartige Verlängerungsbeschlüsse zuständig sein soll. Eine analoge Regelung besteht bereits für die Verlängerungsbeschlüsse betreffend die Neuen Kreditvereinbarungen des IWF, an welchen die Schweiz seit 1998 teilnimmt. Der von der Aussenpolitischen Kommission des Nationalrats in Motionsform eingebrachte Wunsch, dass sich der Bundesrat für einen stärkeren **Einbezug der nationalen Parlamente in die Politik der Bretton Woods-Institutionen** (Weltbank und IWF) einsetzen soll, wurde von diesem als Grundprinzip geteilt. Für die Weltbank bestehe seit zwei Jahren ein aus Vertretern nationaler Parlamente gebildetes Gremium zur Pflege des Kontakts zu deren Organen. Der Bundesrat gab allerdings auch zu bedenken, dass insbesondere von den Regierungen der Entwicklungsländer grosse Widerstände gegen die Schaffung einer institutionalisierten Parlamentsvertretung angemeldet werden, da sie davon Machteinbussen befürchten. Nachdem der Bundesrat zugesagt hatte, das Anliegen zu unterstützen, überwies der Nationalrat den Vorstoss als Postulat.¹⁶

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 17.06.2003
HANS HIRTER

Das Parlament hiess die Verlängerung der Teilnahme der Schweiz an den **Allgemeinen Kreditvereinbarungen des Internationalen Währungsfonds** von Ende 2003 bis Ende 2008 mit einer Darlehenszusage von rund 2 Mia Fr. gut. Im Ständerat erfolgte die Zustimmung diskussions- und oppositionslos. Im Nationalrat unterlag Schlüer (svp, ZH) mit seinem von der SVP-Fraktion unterstützten Nichteintretensantrag deutlich (116:35). Schlüer befürwortete einen Austritt der Schweiz aus dem IWF, da dieser nichts zur Verhinderung von Währungskrisen beitrage und nur den Interessen der USA diene.¹⁷

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 17.12.2003
HANS HIRTER

Der Bundesrat beantragte dem Parlament, mit einem neuen **Bundesgesetz über die internationale Währungshilfe** eine klare und umfassende Grundlage für die entsprechenden Finanzierungsverpflichtungen zu schaffen. Bisher bestanden nur für einen Teil dieser Verpflichtungen klare rechtliche Grundlagen (Währungshilfebeschluss), während Entscheide für eher spontane Aktionen wie z.B. die Beteiligung an Spezialfonds des IWF oder Darlehen an Staaten, welche in den internationalen Gremien besonders eng mit der Schweiz zusammenarbeiten, zum Teil direkt auf die verfassungsrechtliche Kompetenz des Bundesrates abgestützt werden mussten. An der Kompetenzverteilung zwischen Regierung und Parlament soll dabei aber nicht gerüttelt werden. Das Parlament wird auch in Zukunft nur über die Rahmenkredite, nicht aber über die einzelnen Hilfeleistungen und ihre Finanzierung entscheiden. Gegen den grundsätzlichen Widerstand der SVP stimmten beide Kammern dem neuen Gesetz und dem darauf basierenden Rahmenkredit zu. Da aber im Nationalrat eine aus der SP und der SVP gebildete Mehrheit die Laufzeit des dazugehörigen Rahmenkredits auf fünf Jahre beschränkt hatte, entstand eine Differenz zum Ständerat, welche bis zum Ende des Jahres nicht ausgeräumt werden konnte.¹⁸

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 19.03.2004
HANS HIRTER

Das Parlament verabschiedete das neue **Bundesgesetz über die internationale Währungshilfe**. Die aus dem letzten Jahr verbliebene Differenz bestand darin, dass der Nationalrat den Kreditrahmen auf eine Laufzeit von fünf Jahren beschränken wollte. Für den Ständerat schien dies nicht nötig, da es sich nicht um echte Ausgaben, sondern um eine Verpflichtungszusage handelt, und zudem die Bestimmung aufgenommen worden war, dass der Bundesrat dem Parlament über die Verwendung der Mittel jedes Jahr Rechenschaft ablegen muss. In einer ersten Runde hielten beide Kammern an ihrer

Version fest, in der zweiten Runde gab der Ständerat nach. Trotz dieses zusammen mit der SP errungenen Erfolgs lehnte die SVP das neue Bundesgesetz in der Schlussabstimmung ab.¹⁹

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 04.05.2017
GUILLAUME ZUMOFEN

Les crises mondiales, économiques et financières, ont secoué la mosaïque financière internationale. De nombreux coups de crayons ont suivi afin de redessiner les contours de la gestion financière, et notamment de l'aide monétaire. La redistribution des cartes dans la pratique de l'octroi des crédits ainsi que la question de la dette souveraine dans la zone euro sont deux exemples qui ont forcé une modification des traits de l'aide monétaire au niveau international. Avec une économie libérale ouverte sur l'extérieur et une place financière forte, la Suisse est tributaire de la stabilité du système financier et monétaire international. Selon le Conseil fédéral, la contribution helvétique à l'aide monétaire paraît logique. Dans cette optique, il estime qu'étant donné les changements structurels de l'aide monétaire, en particulier au niveau des instruments du Fonds monétaire international (FMI), une révision de la loi fédérale sur l'aide monétaire internationale (LAMO) du 19 mars 2004 devient nécessaire. Deux modifications notables doivent être signalées: la prolongation de 7 à 10 ans de la durée maximale de l'aide monétaire lors d'une crise systémique et la participation de la Banque nationale (BNS) à l'aide monétaire pour des États déterminés. Au sein du Conseil national, seul l'UDC s'est opposé au projet de **révision de la loi sur l'aide monétaire**. Le parti agrarien a notamment exprimé ses craintes par rapport à l'indépendance de la BNS et à l'affaiblissement du pouvoir de surveillance du Parlement. Malgré cette opposition, la chambre du peuple a accepté le projet par 124 voix contre 67. En outre, lié à la thématique de l'aide monétaire, un arrêté fédéral pour prolonger l'octroi d'un crédit-cadre de 10 milliards de francs, afin de garantir la rapidité d'intervention de la Suisse en cas de crise financière majeure, a été discuté sous la coupole. Cet arrêté a été accepté par 125 voix contre 66 par le Conseil national. L'objet passe à la chambre des cantons.²⁰

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 06.06.2017
GUILLAUME ZUMOFEN

La restructuration de la finance mondiale ainsi que la crise de la dette souveraine dans la zone euro ont engendré une mutation de l'aide monétaire sur la scène internationale. Ainsi, étant donné les nouvelles pratiques d'octroi des crédits, le Conseil fédéral a estimé nécessaire une refonte de la **loi sur l'aide monétaire**. Après l'aval du Conseil national, la Commission de politique extérieure du Conseil des États (CPE-CE) a adopté les deux projets de révision et de prorogation de l'arrêté sur l'aide monétaire par 9 voix contre 2 et 0 abstentions, et 10 voix contre 0 et 2 abstentions. De son côté, la chambre des cantons a estimé, par 42 voix contre 2, que la Suisse devait effectivement continuer de participer aux efforts de stabilisation financière à l'échelle mondiale. Cette révision de la loi sur l'aide monétaire entraîne concrètement une prolongation de la durée maximale d'une aide de sept à dix ans, introduit la participation directe de la Banque nationale suisse (BNS) et proroge de cinq années l'arrêté sur l'octroi d'un crédit-cadre de 10 milliards de francs. Au vote final, le Conseil national a validé le projet par 130 voix contre 66, et le Conseil des États l'a suivi avec 40 voix contre 4.²¹

Banque nationale

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 28.11.2007
HANS HIRTER

Der Bundesrat beantragte dem Parlament eine **Verlängerung der Teilnahme der Schweiz an den Allgemeinen Kreditvereinbarungen des IWF** um weitere fünf Jahre. Dieses Abkommen ist Teil des internationalen Sicherheitsdispositivs zur Bewältigung von gravierenden Währungs- und Zahlungsbilanzkrisen. Die Schweizerische Nationalbank als für die Schweiz teilnehmende Institution wird damit zu einer Darlehenszusage von rund 1,8 Mia Fr. verpflichtet. Zusammen mit dem Verlängerungsbeschluss schlug der Bundesrat dem Parlament auch eine neue Kompetenzregelung vor. In Zukunft soll nicht mehr dieses, sondern die Regierung in Absprache mit der Nationalbank für die Verlängerungsbeschlüsse zuständig sein.²²

Institutions financières internationales

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 11.06.2008
HANS HIRTER

Das Parlament stimmte der **Verlängerung der Teilnahme der Schweiz an den Allgemeinen Kreditvereinbarungen des IWF** um weitere fünf Jahre zu. Der Nationalrat lehnte allerdings auf Antrag seiner Aussenpolitischen Kommission (APK-NR) die von der Regierung beantragte Kompetenzübertragung für zukünftige Vertragsverlängerungen ab. Der Ständerat schloss sich diesem Entscheid an.²³

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 02.12.2008
HANS HIRTER

Zum Jahresende beantragte der Bundesrat dem Parlament auch noch die **Verlängerung des Rahmenkredits für die internationale Währungshilfe** auf der Grundlage des Bundesgesetzes über die internationale Währungshilfe (WHG) für den Zeitraum vom 1. Oktober 2009 bis zum 25. Dezember 2013. Dieser Kredit beträgt 2,5 Mia Fr. und dient für entsprechende Darlehen, die Übernahme von Garantieverpflichtungen und die Leistung von à-fonds-perdu-Beiträgen an Staaten mit Zahlungsbilanzproblemen. Diese Kreditzusagen sind in den vergangenen Jahren kaum beansprucht worden; die weltweite Krise der Finanzmärkte und die sich daraus entwickelnde Rezession könnten aber dazu führen, dass die Instrumente der internationalen Währungshilfe wieder vermehrt in Anspruch genommen werden müssen.²⁴

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 27.05.2009
HANS HIRTER

Der Nationalrat stimmte gegen den Widerstand der SVP-Fraktion der **Verlängerung des Rahmenkredits für die internationale Währungshilfe** für den Zeitraum vom 1. Oktober 2009 bis zum 25. Dezember 2013 zu. Nach ihm gab auch die kleine Kammer ihr Einverständnis.²⁵

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 27.05.2009
HANS HIRTER

Der Bundesrat beantragte dem Parlament, dem Internationalen Währungsfonds (IWF) im Rahmen der internationalen Währungshilfe einen ausserordentlichen, zeitlich befristeten Beitrag zur Aufstockung seiner Mittel zu gewähren. Dieser Rahmenkredit umfasst maximal 12,5 Mia Fr., welche die Nationalbank für höchstens zwei Jahre zur Verfügung stellt. Den Bund kostet dieser **Beitrag an den IWF** zur Unterstützung von in Zahlungsprobleme geratene Länder nichts, er muss aber dieses Darlehen der Nationalbank garantieren. Der Ständerat hiess diesen Antrag gegen den Widerstand einiger SVP-Abgeordneter gut.²⁶

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 13.12.2010
SUZANNE SCHÄR

Im Gegensatz zu den geänderten Neuen Kreditvereinbarungen galt es, das vom Bundesrat beabsichtigte **Treuhandfondsdarlehen der SNB an den IWF** mit einer Bundesgarantie zu versehen. Mit einem Verpflichtungskredit in der Höhe von 950 Mio. Fr. soll die Schweiz zur Aufstockung der Mittel für den IWF-Treuhandfonds für Armutsbekämpfung und Wachstum, die der Währungsfonds 2009 beschlossen hatte, beitragen. Aus den Reihen der CVP wurde der Bundesrat dazu aufgefordert, die Vergabe neuer Mittel mit expliziten Bemühungen um den Erhalt des gefährdeten schweizerischen Sitzes im IWF-Exekutivrat zu verknüpfen. Die Kreditvorlage wurde einstimmig mit 30 Stimmen bei drei Enthaltungen angenommen. Der Nationalrat hat die geplante Beratung auch dieser Vorlage ins nächste Jahr verschoben.²⁷

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 13.12.2010
SUZANNE SCHÄR

Eine **Mittelaufstockung** stand 2010 auch im System der multilateralen Entwicklungsbanken an. Die Schweiz hat über ihre Mitgliedschaft in sieben Institutionen daran teil. Die Sofortmassnahmen, die zur Bekämpfung der weltweiten Finanzkrise ergriffen worden waren, hatten zu einer Mittelumlagerung geführt, die bewirkte, dass die für die Armutsbekämpfung und Strukturentwicklung vorgesehenen Mittel in den betroffenen Entwicklungs- und Transitionsländern nicht mehr zur Verfügung standen. 2009 und 2010 beschlossen die Entwicklungsbanken deshalb Kapitalerhöhungen. Zur Wahrnehmung ihrer Rolle als Geberland und zur Sicherung ihrer Stimmanteile sah der Bundesrat die Schweiz zur Bereitstellung eines neuen Rahmenkredits für sechs Entwicklungsbanken verpflichtet. Dabei ging es je nach Institut um Kapitalerhöhungen in der Höhe von 8,3% (Internationale Finanzierungsgesellschaft) bis 200% (Afrikanische und Asiatische Entwicklungsbanken). Insgesamt beantragte der Bundesrat eine Verpflichtungssumme von rund 3,5 Mia. Franken, die im Zusammenhang mit der bis 2015 geplanten Erhöhung der Gelder für die Entwicklungszusammenarbeit auf 0,5% des Bruttonationaleinkommens an die schweizerische ADP-Quote angerechnet werden sollen. Als Erstrat nahm der Ständerat die Bundesratsvorlage ohne Gegenstimmen an.²⁸

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 01.03.2011
FABIO CANETG

Der Nationalrat behandelte im Berichtsjahr drei **Finanzierungsbeschlüsse zugunsten des Internationalen Währungsfonds (IWF)**, denen der Ständerat bereits in früheren Jahren zugestimmt hatte (bilaterale Kreditvereinbarungen, neue Kreditvereinbarung, Mittelerhöhung Treuhandfonds). Die SVP stellte bei allen drei Vorlagen einen Nichteintretensantrag. Sie argumentierte, dass die Mittelerhöhung des Internationalen Währungsfonds durch dessen zunehmendes „statutenwidriges“ Engagement in den Euroländern Griechenland und Irland nötig geworden sei und kein Konzept zur Lösung der Staatsschuldenkrise vorliege. Alle drei Nichteintretensanträge wurden abgelehnt. Die Ratslinke knüpfte ihre Zustimmung zu den IWF-Krediten an die von ihr gewünschte Erhöhung der Entwicklungshilfe. Die Taktik der Linken ging auf; den Unterstützungsbeiträgen wurde am Vortag der Abstimmungen zu den IWF-Vorlagen zugestimmt.²⁹

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 01.03.2011
FABIO CANETG

Der IWF hatte im Frühjahr 2009 entschieden, mittels zeitlich befristeter **bilateraler Kreditvereinbarungen** seine Mittel zur Deckung eines möglichen unmittelbaren Kreditbedarfs aufgrund der sich verschärfenden Wirtschaftskrise um USD 250 Mia. aufzustocken. Die entsprechende Massnahme wurde auf maximal zwei Jahre oder bis zum Inkrafttreten der Neuen Kreditvereinbarung (NKV) beschränkt. Um zu signalisieren, dass die Schweiz einen Beitrag an die Stabilität des internationalen Finanzsystems zu leisten bereit sei, wollte der Bundesrat einen Anteil von 4% (USD 10 Mia.) an der geplanten Aufstockung übernehmen. Diese bilaterale Kreditlinie, die im Ziehungsfall durch die SNB gesprochen würde, muss vom Bund mit einem Rahmenkredit von CHF 12.5 Mia. garantiert werden. Im Ständerat war eine entsprechende Garantie zugunsten der SNB bereits 2009, gegen den Widerstand einiger SVP-Abgeordneter, angenommen worden. Der Nationalrat behandelte das Geschäft in der Frühjahrssession 2011. Der Minderheitsantrag der Grünen Partei (gps), der die Rückweisung an den Bundesrat forderte, scheiterte – trotz Unterstützung durch die SVP, die dem Rückweisungsantrag aus taktischen Gründen ebenfalls zustimmte – klar (67 zu 111 Stimmen). Die GPS verlangte vom Bundesrat eine direkte Verknüpfung der Vorlage mit einer Mittelerhöhung der öffentlichen Entwicklungshilfe auf 0,5% des Bruttoinlandprodukts. Ebenso wurde der Antrag der SVP abgelehnt, wonach der IWF bei Beanspruchung den Kredit mit in der Schweiz domiziliertem Gold absichern soll. Als Pro-Argumente für die Beteiligung an der Mittelerhöhung wurde die Schweizer Verpflichtung gegenüber dem internationalen Finanzsystem und dessen Bedeutung für die Schweiz angeführt. Weiter wurde argumentiert, dass eine Annahme der Vorlage die Verhandlungsposition für die Verteidigung des Schweizer Sitzes im IWF-Exekutivrat stärken würde. Die Vorlage wurde in der Gesamtabstimmung mit 93 zu 68 Stimmen angenommen.³⁰

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 01.03.2011
FABIO CANETG

Im Zuge der **Mittelerhöhung des Treuhandfonds des Internationalen Währungsfonds für Armutsbekämpfung und Wachstum** war auch die Schweiz für ein Darlehen angefragt worden. Dieses wird von der SNB gewährt und ist durch eine Bundesgarantie gesichert. In behandelter Vorlage wurde eine Bundesgarantie von CHF 950 Mio. diskutiert, die der SNB ein Darlehen von SZR 500 an den IWF-Treuhandfonds ermöglicht. Der Ständerat hatte den entsprechenden Bundesbeschluss bereits im September 2010 angenommen. Nach Ablehnung des Nichteintretensantrags der SVP im Nationalrat wurde der Bundesbeschluss ohne weitere Anträge und Diskussionen mit 99 zu 63 Stimmen angenommen.³¹

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 14.06.2017
GUILLAUME ZUMOFEN

La Suisse participe, depuis plusieurs années, à la stabilisation et à la dynamisation de l'économie mondiale par l'intermédiaire d'une contribution financière versée à des pays à faible revenu dans le cadre des liens tissés avec le Fonds monétaire international (FMI). D'un point de vue législatif, cette aide est incorporée dans la loi sur l'aide monétaire (LAMO). Ainsi, un prêt de 500 millions de droits de tirage spéciaux (environ 690 millions de francs) a été accordé par la Banque nationale suisse (BNS). En effet, la révision de la loi sur l'aide monétaire inclut directement la BNS dans le processus d'aide monétaire. Ce financement est attribué au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (fonds fiduciaire RPC) du **FMI**. **Le prêt octroyé par la BNS doit être garanti par la Confédération**. Dès lors, l'attribution de cette assurance est soumise au vote du parlement. Le Conseil fédéral, par l'intermédiaire du ministre des finances, Ueli Maurer (udc), a recommandé un crédit d'engagement de 800 millions de francs afin de prendre en compte les risques de fluctuation des taux de change. Tout d'abord, la Commission de politique extérieure du Conseil des Etats (CPE-CE)

s'est prononcé en faveur du crédit d'engagement. Aucune voix ne s'est élevée pour s'opposer à la volonté du Conseil fédéral. Ensuite, le Conseil des Etats s'est aligné sur sa commission et a accepté le crédit d'engagement par 43 voix sans opposition. Finalement, le Conseil national a validé l'engagement suisse par 118 voix contre 60. Des voix d'opposition ont résonné uniquement dans le camp de l'UDC. Les sénateurs du parti agrarien ont estimé que la Suisse pouvait lutter contre la pauvreté à moindre coût et avec une meilleure efficacité grâce à ses relations bilatérales. Tous les autres partis politiques ont soutenu la participation de la Suisse à l'aide monétaire internationale grâce aux ramifications du FMI. Ils ont estimé que le prêt renforce la position helvétique sur l'échiquier financier international.³²

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 12.02.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil fédéral a validé le message sur **la réforme des Nouveaux accords d'emprunt (NAE) du Fonds monétaire international (FMI)**. Il sera donc soumis aux chambres pour adoption. Cette réforme double les ressources NAE du FMI. Elles seront ainsi dotées d'environ 500 milliards de francs suisses. En outre, la participation maximale de la Banque nationale suisse (BNS) augmenterait jusqu'à 15 milliards de francs suisses. Le Conseil fédéral a précisé que ces crédits n'étaient pas garantis par la Confédération. Selon le Conseil fédéral, l'adoption de ces accords est nécessaire pour renforcer la crédibilité de la Suisse sur l'échiquier financier et monétaire international.³³

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 02.06.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **Conseil national a adopté**, par 149 voix contre 13 et 25 abstentions, **la réforme** des nouveaux accords d'emprunt (NAE) du **FMI**. Ces nouveaux accords doublent les ressources financières de CHF 250 à CHF 500 milliards. Comme l'a souligné la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-CN), le doublement des ressources financières permettrait au FMI de renforcer la stabilité du système économique mondial, notamment en temps de crise. La CPE-CN a soutenu le texte par 22 voix contre 0 et 3 abstentions. La crise économique liée au Covid-19 a également été mentionnée pour justifier la pertinence des ces accords. En chambre, alors que les 13 voix opposées aux NAE provenaient du groupe UDC, la majorité des abstentionnistes était issue des Verts. Le Parti écologiste suisse a notamment critiqué l'idéologie du FMI, qui selon lui, a des conséquences désastreuses sur l'environnement.³⁴

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 19.06.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil fédéral a soumis au Parlement ses **nouvelles contributions financières au Fonds monétaire international (FMI)**. Pour être précis, il s'agit de trois contributions. Premièrement, le Conseil fédéral souhaite renouveler sa ligne de crédit bilatérale de CHF 8.5 milliards en faveur du FMI. Deuxièmement, le Conseil fédéral propose une garantie de CHF 800 millions pour le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. Cette garantie répond notamment au fonds urgent mis en place par le FMI pour lutter contre la crise du Covid-19. Troisièmement, le Conseil fédéral a comme objectif de contribuer à la réduction de la dette de la Somalie avec une contribution de CHF 10 millions.³⁵

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 10.09.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

A la suite de la chambre du peuple, la **chambre des cantons a adopté** – par 33 voix et 2 abstentions – **la réforme des Nouveaux accords d'emprunts (NAE) du FMI**. Elle a suivi la recommandation de sa Commission de politique extérieure (CPE-CE). Par conséquent, la participation de la Suisse augmentera de CHF 7 à 15 milliards. Si cette participation est assurée par la Banque nationale suisse (BNS), elle est offerte sans garantie de la Confédération. Au final, les arguments de la stabilité financière, de la prévention des crises économiques et de l'importance de se positionner sur l'échiquier international économique ont décidé du sort de l'objet.³⁶

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 21.09.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

La chambre du peuple a accepté, par 142 voix contre 54, **l'octroi d'une garantie de la BNS pour le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fonds monétaire international (FMI)**. Si cette garantie s'élève à CHF 800 millions, le risque financier est infime selon la commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-CN). La commission recommande donc à sa chambre d'adopter l'objet par 19 voix contre 6.

Lors des discussions, le conseiller fédéral Ueli Maurer a mis en avant la tradition humanitaire helvétique et le devoir de solidarité, surtout en période Covid-19, avec notamment le risque d'effet domino si les pays pauvres n'arrivent plus à payer leurs

dettes. Seul l'UDC s'est opposée à la garantie, prétextant une «garantie fantôme». ³⁷

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 10.12.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **Conseil des Etats a adopté**, à l'unanimité, le crédit d'engagement en vue de l'**octroi d'une garantie à la BNS pour le Fonds fiduciaire** pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du **FMI**. La chambre des cantons a donc suivi sa commission de politique extérieure (CPE-CE) qui préconisait l'adoption par 10 voix contre 0 et 1 abstention. L'argument de l'importance de la stabilité du système financier international pour une économie helvétique dopée par les exportations a fait mouche. ³⁸

-
- 1) FF, 1998, p. 61 ss.
 - 2) BO CN, 1997, p. 2754 ss.; FF, 1997, IV, p. 840 ss.; TA, 22.4.97; presse du 30.4.97.
 - 3) BO CE, 1998, p. 309 s.; LT, 11.8.98 et Lib., 17.8.98 (ONG).
 - 4) FF, 2007, p. 8135 ss.
 - 5) FF, 2009, p. 2963 ss.; BO CE, 2009, p. 336 ss.
 - 6) FF, 2009, p. 1 ss.; BO CN, 2009, p. 762 ss.; BO CE, 2009, p. 336 ss.
 - 7) FF, 2010, p. 5541 ss.; BO CE, 2010, p. 1218 ss; LT, 8.12.10; 24h, 21.12.10.
 - 8) FF, 2010, p. 5581 ss.; BO CE, 2010, p. 1224 s.
 - 9) AB NR, 2011, S. 33 f. und 44 f.; BBI, 2011, S. 2929 f.; TA, 2.3.11; vgl. SPJ 2010, S. 80 f.
 - 10) BBI, 2011, S. 9121 ff.
 - 11) FF, 2011, p. 8359.
 - 12) BBI 2021, 2735
 - 13) AB SR, 2022, S. 191 ff.
 - 14) AB NR, 2022, S. 1026 ff.; Medienmitteilung APK-NR vom 3.5.22
 - 15) FF, 1999, p. 1575 ss.
 - 16) AB NR, 2002, S. 457. ; BBI, 2003, S. 645 ff.
 - 17) AB SR, 2003, S. 47 f. und 614; AB NR, 2003, S. 1023 ff.; BBI, 2003, S. 4812. V
 - 18) BBI, 2003, S. 4775 ff.; AB SR, 2003, S. 957 ff.; AB NR, 2003, S. 2036 ff.
 - 19) AB SR, 2004, S. 6 f., 161 und 166; AB NR, 2004, S. 286 ff. und 500; BBI, 2004, S. 1383 ff.
 - 20) BO CN, 2017, pp.686 s.; Communiqué de presse APK-N/CPE-N; Communiqué de presse APK-S/CPE-E
 - 21) BO CE, 2017, pp.397 s.; BO CN, 2017, p.1224; Communiqué APK-S/CPE-E
 - 22) BBI, 2007, S. 8677 ff.
 - 23) AB NR, 2008, S. 231 ff. und 917 f.; AB SR, 2008, S. 337 f.; BBI, 2008, S. 5803.
 - 24) BBI, 2009, S. 1 ff.
 - 25) AB NR, 2009, S. 762 ff.; AB SR, 2009, S. 336 ff.
 - 26) BBI, 2009, S. 3399 ff.; AB SR, 2009, S. 336 ff.; TA, 9.4.09.
 - 27) BBI, 2010, S. 6147 ff.; AB SR, 2010, S. 1224 f.; TA, 21.12.10; IWF: NLZ, 9.10.10.
 - 28) BBI, 2010, S. 6691 ff., 6749 f.; AB SR, 2010, S. 1211 ff.; TdG, 21.12.10.
 - 29) AB NR, 2011, S. 32 und 37.
 - 30) AB NR 2010, S. 1890 ff.; AB NR, 2011, S. 32 ff.; BBI, 2011, S. 2931
 - 31) AB NR, 2011, S. 32 ff. und 48; BBI, 2011, S. 2929
 - 32) BO CE, 2017, pp.34; BO CN, 2017, pp.1101 s.; Communiqué de presse, CPE-E; Communiqué, CPE-N; FF, 2016, pp.7789; FF, 2016, pp.7811; NZZ, 7.6.17
 - 33) Communiqué de presse du CF du 12.02.2020; FF, 2020, pp.2257; FF, 2020, pp.2275; FF, 2020, pp.2277
 - 34) BO CN, 2020, pp. 580 s.; Communiqué de presse CPE-CN du 21.04.2020
 - 35) FF, 2020, pp.5831
 - 36) BO CE, 2020, pp.752; Communiqué de presse CPE-CE du 14.08.2020
 - 37) BO CN, 2020, pp.1699 s.; Communiqué de presse CPE-CN du 30.06.2020
 - 38) BO CE, 2020, p.1320; Communiqué de presse CPE-CE du 06.10.2020